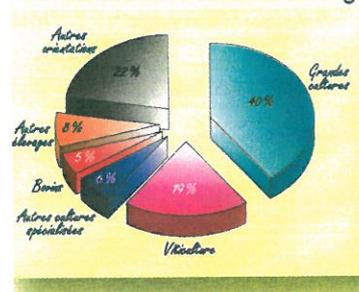


> La spécialisation s'intensifie

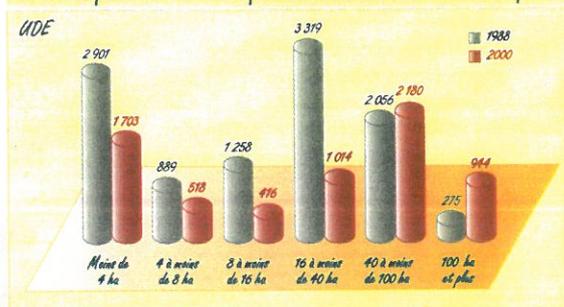
Les exploitations de grandes cultures, céréales et oléagineux, d'une surface moyenne de 82 hectares, occupent toujours le premier rang en Indre-et-Loire. Les fermes cultivant l'équivalent d'au moins 150 hectares de blé ont été multipliées par trois depuis 1988. Elles procurent au département près de la moitié de sa marge brute standard (MBS). Les élevages associés aux grandes cultures ainsi que la polyculture représentent le cinquième de la ferme Indre-et-Loire, alors que les éleveurs de bovins lait ou viande sont en net recul.

Les exploitations viticoles ont chuté de moitié depuis douze ans, mais ce sont surtout les petites unités qui ont disparu. Les superficies ainsi libérées sont venues agrandir les 1 300 exploitations restantes qui fournissent 21 % de la MBS. En effet, 71% du vignoble est détenu par des fermes de plus de 10 hectares. La diminution du nombre d'arboriculteurs a favorisé l'agrandissement des exploitations qui atteignent près de 7,5 hectares contre 5 en 1988.

Les grandes cultures au 1^{er} rang



Les exploitations de plus de 100 UDE ont triplé



> Les grandes exploitations sont plus nombreuses

En 2000, 6 800 exploitations ont été recensées contre 10 700 en 1988. Durant la période inter censitaire, le taux annuel de disparition a été de 3,7 %, mais il est descendu à 2,4 % depuis 1997. La superficie agricole utilisée a baissé d'à peine 4 % en 12 ans, le nord du département étant plus touché que le sud. La surface moyenne est passée de 33 hectares en 1988 à 50 hectares en 2000.

Les unités supérieures à 100 hectares sont maintenant 1 300 contre 580 seulement en 1988 et leur surface moyenne est de 150 hectares.

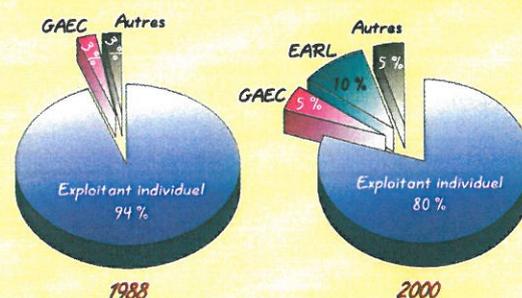
Les fermes inférieures à 100 hectares cèdent la place

	1988		2000	
	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)
Moins de 5 ha (y.c. sans SAU)	3 064	5 446	2 100	3 170
5 à moins de 20 ha	2 320	25 726	1 082	12 005
20 à moins de 50 ha	2 383	81 439	978	32 726
50 à moins de 100 ha	2 351	163 365	1 325	98 671
100 à moins de 150 ha	451	53 419	819	98 857
150 à moins de 200 ha	86	14 450	295	50 611
200 à moins de 300 ha	36	8 490	140	32 710
300 ha et plus	7	2 415	36	12 402
Ensemble	10 698	354 750	6 775	341 152

> Les EARL cultivent 20 % de la SAU

Le statut juridique des exploitations a subi de profonds bouleversements depuis 1988. Les exploitations de formes sociétaires se partagent à ce jour 40 % de la SAU au détriment des formes individuelles qui restent majoritaires mais cultivent 100 000 hectares de moins. Les GAEC et autres sociétés ont doublé leur superficie, tandis que les EARL, pratiquement inexistantes il y a douze ans, ont connu un essor très important. Le département en abrite près de 700 contre 17 en 1988.

Développement des formes sociétaires



> Forte baisse du maïs grain

Les céréales, toujours prépondérantes, ont cédé plus de 25 000 hectares aux oléagineux, essentiellement du colza, et aux jachères, multipliées par six. Le blé tendre reste la principale tête d'assolement et il est cultivé par les

Le blé tendre : première céréale

	1988	2000
Céréales	187 962	160 447
dont blé tendre	87 794	108 289
orge et escourgeon	16 939	22 175
maïs-grain et semence	71 325	20 963
Oléagineux	56 518	68 807
dont colza	14 380	31 351
tournesol	41 913	37 167
Superficie fourragère principale	84 275	57 097
Légumes secs et protéagineux	3 106	2 288
Vignes	9 986	10 346
Vergers six espèces	2 797	2 126
Légumes frais (plein air et serre)	1 303	1 248
Jachères (sans production)	6 364	36 304
Superficie agricole utilisée	354 748	341 151

deux tiers des agriculteurs.

L'orge et l'escourgeon ont gagné 30 % alors que le maïs grain s'est effondré passant de 71 000 hectares en 1988 à 21 000

hectares en 2000. Le tournesol a

perdu 12 % mais il conserve le premier rang régional. Le vignoble

s'étend sur plus de 10 300 hectares

dont neuf sur dix sont consacrés à des

vignes d'appellations de renom :

Chinon, Vouvray, Bourgueil, Touraine-

Amboise...

> Les caprins et porcins se distinguent

Plus de la moitié des éleveurs bovins ont disparu depuis 1988, mais, en même temps, la taille du troupeau a été multipliée par deux. Les vaches laitières sont en fort déclin, tandis que les nourrices gagnent 20 % de têtes supplémentaires. Les caprins, en hausse

de près de 6 700 têtes, sont maintenant le

fait d'élevages spécialisés puisque le

troupeau moyen passe de 27 animaux en 1988

à 100 en 2000. L'effectif porcine a augmenté

de plus de 30 % et la taille des élevages a été

multipliée par quatre en 12 ans, soit 242 têtes

en moyenne en 2000. Les dindes s'envolent :

310 000 têtes contre 55 000 en 1988, au

détriment des poulets de chair, alors que les

poules pondeuses gagnent 35 000 têtes.

Essor des caprins et porcins

	1988	2000
Total bovins	96 378	82 330
dont vaches laitières	31 685	22 087
vaches nourrices	13 925	16 749
Caprins	32 025	38 688
Ovins	48 259	24 942
dont brebis nourrices	32 600	17 548
Porcins	59 655	77 634
dont truies mères	4 909	6 485
Poules pondeuses	265 660	301 620
Poulets de chair et coqs	507 364	452 241

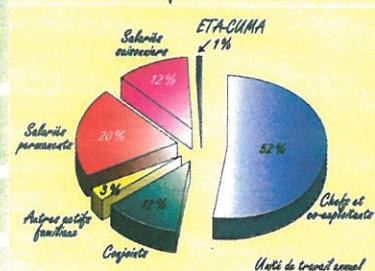
> Plus de salariés permanents

Premier département viticole et arboricole de la région Centre, l'Indre-et-Loire a besoin de main d'œuvre. Les chefs d'exploitation fournissent plus de la moitié des UTA, mais les conjoints travaillant sur l'exploitation ont été divisés par deux et ils n'apportent plus que 12 % des UTA contre 20 % en 1988. Pour compenser cette baisse de main d'œuvre familiale, les exploitants font de plus en plus appel aux salariés permanents et saisonniers. La quantité de travail fournie par ces derniers a augmenté de 36 % en douze ans. En 2000, il suffit d'une UTA pour mettre en valeur

Les actifs permanents en baisse de 30 %

	1988		2000	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Chefs d'exploitation	9 659	1 039	5 208	1 567
Coexploitants	398	140	598	398
Conjoints non coexploitants	376	4 943	856	1 589
Autres actifs familiaux	1 144	348	516	189
Total actifs familiaux	11 577	6 470	7 178	3 743
dont à temps plein	6 422	1 621	3 461	1 046
Salariés permanents	1 909	531	1 840	569
dont à temps plein	1 436	373	1 108	254
Total actifs permanents	13 486	7 001	9 018	4 312
dont à temps plein	7 858	1 994	4 569	1 300

Le tiers du travail assuré par les salariés



près de 35 hectares contre 23 en 1988.